

Service technique
de la
Direction générale

26LM952/1

(1946)

Commission de simplification et de décentralisation
de la SNCF

Projet de reconstitution élargi du réseau
de l'Alsace-Lorraine

0

/ 2

Désignation
du Dossier

*Commission de Simplification et
de Décentralisation de la SNCF*

Divers

SOUS - DOSSIERS

00
01
02
03
04
05
06
07
08
09
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19

Aurons-nous des directions régionales de chemins de fer

Selon le compte-rendu du Journal Officiel au cours de son rapport sur le budget du Ministre des Travaux Publics, M. Meck, Député du Bas-Rhin, déclara entre autre :

« Quant à l'organisation de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, j'ai nettement l'impression que sous l'impulsion de MM. Berthelot et le Besnerais, entre 1940 et 1944, on a créé à Paris une centralisation exagérée qui étouffe l'esprit d'initiative sur place et va à l'encontre de nos intérêts régionaux. Une large décentralisation s'impose, elle devra laisser une certaine latitude à des directions régionales qui, allant de Lille à Marseille et de Bordeaux à Strasbourg, contribueraient à ranimer les activités économiques des différentes régions françaises. »

Dans le même débat M. André Paillex, secrétaire général de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots présenta les observations suivantes :

« D'ailleurs, sans avoir conclu la commission se propose d'orienter ses efforts vers une organisation régionalisée de la S.N.C.F., mieux adaptée à nos régions économiques. Nous

voyons tout de suite les noms de certaines grandes villes de France qui pourraient très bien devenir des centres ferroviaires importants. Cela ne manquera pas, d'abord par une meilleure adaption de l'organisation S.N.C.F. à son trafic, ensuite par une décentralisation administrative souhaitée par tout le monde, d'apporter dans le fonctionnement même de notre réseau national de très heureuses améliorations.

Nous y verrions pour notre part la solution à un très vieux problème qui n'est pas résolu : celui de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine. Cette question a été évoquée à plusieurs reprises devant l'Assemblée Consultative et ailleurs. Il est incontestable que le centre de Strasbourg est tout indiqué pour devenir le centre d'une région ferroviaire de première importance.

M. le Ministre des Travaux Publics et des transports. Mais pas limitée aux provinces désannexées. »

Rappelons enfin que le Conseil Général du Bas-Rhin dans sa session d'automne a adopté un vœu présenté par M. Meck et ses collègues tendant au rétablissement à Strasbourg d'une Direction Régionale de la S.N.C.F.

M. MATHIEZ est élu président de la Chambre de Commerce de la Moselle

M. Tuillon, préfet, assisté de M. Chanrion, secrétaire général pour les affaires économiques, a procédé le 12 janvier, à l'installation des membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

En procédant à cette installation M. Tuillon exprima sa satisfaction de constater que le 3 décembre le collège électoral a, par ses votes, ratifié les nominations du préfet de la Moselle.

Parlant du récent voyage du ministre de la Production Industrielle dans notre département, M. le Préfet souligne qu'à la suite de cette visite des attributions supplémentaires de charbon ont été faites à la population.

Il a été procédé ensuite par scrutin secret à l'élection du bureau. M. Humbert de Wendel, président sortant, n'ayant pas sollicité le renouvellement de ses fonctions, c'est

M. Hippolyte Mathiez qui a été élu à sa place.

M. Humbert de Wendel passe 1er vice-président et M. Paul Mené, de Thionville, 2e vice-président; Trésorier : M. Maurice Tillement; Secrétaire-membre : M. Jacques Weber.

L'assemblée s'est occupée ensuite de l'application en Moselle des articles 42 et 43 de la loi relative aux créations, extensions et transferts d'entreprises commerciales, industrielles et artisanales.

Après avoir pris connaissance du projet d'une direction régionale de la S.N.C.F. à créer à Strasbourg, un vœu est adopté demandant qu'aucune décision ne soit prise à ce sujet avant que soit déterminée d'une façon précise la compétence et les attributions de cette direction régionale et que les organismes économiques des départements intéressés soient consultés.

du donut

Chambre de commerce

Au cours de sa réunion du 8 janvier, la Chambre de Commerce, après avoir procédé à l'élection de son bureau et à la désignation de ses membres correspondants et conseillers spéciaux, a examiné différentes questions, dont :

1° Un projet de reconstitution étendue du réseau d'Alsace et de Lorraine.

— A l'unanimité, la Chambre a émis le vœu que le projet d'une direction régionale de la S.N.C.F. à créer à Strasbourg pour les cinq départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Vosges et Meurthe-et-Moselle, soit abandonné dans l'intérêt même de ces cinq départements, pour le plus grand bien de l'économie française et de l'unité nationale.

2° Les possibilités d'appel ou de recours dont disposent les ressortissants de la Chambre de Commerce à l'égard des taxations qu'ils estimeraient injustifiées de la part de la Caisse Autonome de Recouvrement des Comités d'Organisation.

Ces possibilités d'appel ou de recours résultent de l'article 6 de la loi du 8 juin 1943, aux termes duquel l'exécution de la contrainte peut être interrompue par une opposition motivée formée par le redevable dans le délai d'un mois depuis la signification de cette contrainte.

D'autre part, en vertu d'un arrêté du Ministre de la Production Industrielle, en date du 26 décembre 1945, les ressortissants à l'Office Interprofessionnel de la Distribution qui bénéficient du régime du forfait en matière d'impôts directs sur les bénéfices industriels et commerciaux sont, à partir du 1^{er} janvier 1946, exonérés du paiement de toute taxe professionnelle.

Par la bande

LE Ministre des Transports publics examinerait la modification de toute l'armature de la Société Nationale des Chemins de fer. Son but serait d'arriver à une saine gestion budgétaire. Une commission, chargée des études préparatoires, orienterait ses efforts vers une organisation régionaliste.

Voilà, en peu de mots, un très vaste plan. La S.N.C.F. fut assez récemment formée par l'ensemble des anciennes sociétés particulières. Partant de Paris, celle-ci avait divisé la France en zones géographiques. Le réseau français, un des plus denses du monde, a ainsi un sens déterminé. Sa construction a englobé un capital extrêmement important. C'est un premier point acquis.

L'assainissement budgétaire se pratique pour ainsi dire toujours par simplification des rouages et des services. La création de la S.N.C.F. a laissé subsister une structure calquée sur les anciennes formules. Un premier effort devrait donc porter dans cette direction.

Mais voici une question surprenante. On sait qu'une partie de l'ancien réseau de l'Est était devenue après 1870, autonome, ayant été séparée de la France avec les deux départements du Rhin et la nouvelle parcelle administrative dite « Lorraine » par les Allemands et rebaptisée « Moselle » après son retour en 1918. Ce tronçon avait nom réseau d'Alsace-Lorraine, ou plutôt « Elsass-Lothringische Eisenbahnen ». Le pays annexé, appartenant à l'ensemble des 26 Etats germaniques fédérés, d'où son nom, avait comme capitale administrative et portait ferroviaire, Strasbourg. On y trouvait une « Eisenbahndirektion », comme à Karlsruhe pour le Grand-Duché de Bade, à Stuttgart pour le royaume de Wurtemberg, etc. Après 1918, cette formation subsista jusqu'au règlement général.

Or, il serait question d'établir de nouvelles régions « ferroviaires ». En effet, le 29 décembre dernier, à l'Assemblée Nationale, M. Paillex déclarait que Strasbourg était tout indiqué pour devenir le siège d'une région ferroviaire de première importance. Pourquoi ? Parce que ce centre est excentrique, placé qu'il est à l'extrême limite du territoire ? Et le Ministre ajoutait aussitôt : « Mais pas limitée aux provinces désannexées ».

Rectifions d'abord une erreur de fait. Il y a bien trois départements désannexés, mais non pas deux provinces. Ce que les Allemands appelaient, « Lothringen », est un découpage dû au bon plaisir de M. de Bismarck et taillé dans la chair vive de l'ancienne province de Lorraine, y compris le pays messin.

Espérons que les vues sur la question ferroviaire seront moins arbitraires, ou plus justes. Nous en doutons en sachant qu'il est question d'ajouter aux trois départements recouverts la Meurthe-et-Moselle et les Vosges.

Depuis toujours, les industries des deux derniers départements ont été et sont restées orientées vers l'ouest et non pas vers l'est. Leurs relations commerciales avec Strasbourg sont restreintes. Les contacts de la Moselle avec la capitale alsacienne ont été dictés par les besoins d'une situation administrative artificielle et donc Metz s'accommodait mal. Les Vosges sont une barrière que le climat lui-même respecte. Si les techniciens chargés du dépeçage se donnent la peine de consulter les annuaires économiques, ils seront édifiés. Pendant la guerre de 1940 à 45, la Moselle était d'ailleurs du « Gau Westmark » et les deux départements du Rhin du « Gau Baden ». Leurs économies s'opposaient au lieu de se conjuguer. Ceci pour parfaire le tableau.

La question du « hinterland » du port de Strasbourg, déterminé par les systèmes des canaux et non pas du chemin de fer, nous mène à Rotterdam. Or, la Lorraine sur ce plan, tend vers Dunkerque et Boulogne. Les plans autour du canal de la Moselle relié à la Chiers cheminent dans cet ordre d'idées.

Il ne restera finalement qu'une raison visible et valable pour la création de cette région : le maintien, volontaire ou involontaire, de l'ancien réseau de formation allemande enrobé dans une formule capable de faire passer ce tour de force.

La Chambre de Commerce de Nancy ne s'y est pas trompée. Elle a vivement protesté contre l'intention.

Les expériences régionalistes en France n'ont pas donné jusqu'à présent grande satisfaction. Au contraire. C'est une raison de plus pour se méfier d'une aventure certaine. Tous les pays du monde seraient très heureux d'avoir un réseau aussi bien groupé que la France. La formule actuelle a souffert du fait de la guerre. Elle a l'avantage d'une armature unique qui pourrait se resserrer et qui éviterait les oppositions inéluctables, et paralysantes, qu'entraînerait le « régionalisme » nouvelle formule, surtout si les découpages ressemblent à celui que nous venons de décrire.

J. ZENNER.

RÉPONSE A UN PROJET DE RECONSTRUCTION ÉLARGIE DU RÉSEAU D'ALSACE ET LORRAINE

Le 22 décembre, nous apprenions de source autorisée que l'autorité ministérielle envisageait la reconstitution de l'ancien réseau d'Alsace et Lorraine, et le rattachement des Vosges et de Meurthe-et-Moselle à ce réseau. Nous signalions que ce projet soulèverait de nombreuses protestations. Dans sa séance du 6 janvier, la Chambre de commerce de Nancy vient d'adopter le vœu suivant :

La Chambre de Commerce de Nancy, considérant les graves inconvénients qui résulteraient de la constitution d'un nouveau réseau d'Alsace-Lorraine, comportant une direction à Strasbourg, dont l'action s'exercerait sur les cinq départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle, des Vosges et de Meurthe-et-Moselle :

Considérant que cette organisation irait à l'encontre de la réintégration totale et sans réserve des départements désannexés dans l'ensemble de

la nation et risquerait d'entraîner un particularisme fâcheux :

Considérant que les affinités économiques et les relations commerciales orientent les centres producteurs de notre région vers l'Ouest de la France beaucoup plus que vers Strasbourg, ville frontière, et que, par ailleurs, la création d'une telle direction ferroviaire ne saurait apporter aucune commodité pour notre département, bien au contraire :

Considérant que l'organisation administrative actuelle de la S. N. C. F. nous donne toute satisfaction, compte tenu des difficultés nées de la guerre :

Emet le vœu :

Que le projet d'une direction régionale de la S.N.C.F. à créer à Strasbourg pour les cinq départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Vosges et Meurthe-et-Moselle, soit abandonné dans l'intérêt même de ces cinq départements, pour le plus grand bien de l'économie française et de l'unité nationale.

S.H
9 Jan

26 JAN 1946

26 JANV 1946

COMITE NATIONAL
des
CHASSEURS de FIER FRANÇAIS
RÉGION EST

Paris, le 25 JANV 1946

DR/G
483

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli,
la lettre que le Président de la Chambre de Commerce
de NANCY a fait parvenir à notre Chef d'Arrondisse-
ment d'Exploitation de NANCY.

Le Directeur,

SERVICE TECHNIQUE
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

R. Nary

R

Antougue

26 Ext.
**CHAMBRE DE COMMERCE
DE NANCY**

40, Rue Gambetta, 40

TÉLÉPHONE

URBAIN : 40.47 (3 LIGNES)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX : NANCY-58

110
Nancy, le 10 Janvier 1946 GG

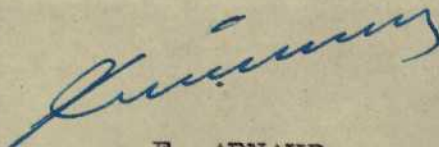
Monsieur l'Inspecteur Principal,

La Chambre de Commerce de NANCY, au cours de sa séance du 8 Janvier 1946, s'est préoccupée du projet de reconstitution élargie du réseau d'Alsace et de Lorraine.

A cette occasion, elle a adopté, à l'unanimité, le vœu que nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli.

Veillez agréer, Monsieur l'Inspecteur Principal, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.-

Le Président,



F. ARNAUD

A.-

Monsieur l'Inspecteur Principal
des Chemins de Fer, 28, Quai Claude le Lorrain,
NANCY.-

12 JANV 1946 15 JANV 1946
OFFICE DES TRANSPORTS DE L'EST

Siège : 40, Rue Gambetta, NANCY

GROUPEMENT DES

**CHAMBRES DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE**

BEAUNE, BELFORT, CHALONS-SUR-MARNE,
CHARLEVILLE, DIJON, GRAY ET VESOUL, LURE,

REIMS, SEDAN

et celles des départements suivants :

AUBE, DOUBS, HAUTE-MARNE, JURA,
MEURTHE-ET-MOSELLE, MEUSE, VOSGES

**UNIONS RÉGIONALES CORPORATIVES
AGRICOLLES DES DÉPARTEMENTS SUIVANTS :**

ARDENNES, AUBE, BELFORT, MARNE,
HAUTE-MARNE, MEURTHE-ET-MOSELLE, MEUSE,
HAUTE-SAÔNE, SEINE-ET-MARNE,
VOSGES,

LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE L'EST

Tél. : 40.47 (trois lignes)

C. C. P. : NANCY-58

NANCY, le 11 Janvier 1946 TS

Objet : **Monsieur le Directeur Général,**

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'OFFICE DES TRANSPORTS de l'EST appuie entièrement auprès de vous le vœu ci-joint émis par la CHAMBRE DE COMMERCE DE NANCY dans sa séance du 8 Janvier, concernant un projet de reconstitution élargie de l'ancien réseau de l'Alsace et de Lorraine.

Vous remerciant d'avance du bon accueil que vous voudrez sans doute lui réserver, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

P. le Président,
Un Délégué,

A. Nerot

A. NEROT.

SERVICE TECHNIQUE
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
POUR ATTACHE

A.-

Monsieur le Directeur Général
des Chemins de Fer
88, rue Saint-Lazare
PARIS.-

**CHAMBRE DE COMMERCE
DE NANCY**

40, Rue Gambetta, 40

TÉLÉPHONE

URBAIN : 40.47 (3 LIGNES)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX : NANCY-58

Nancy, le 10 JANVIER 1946 TS

**EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE NANCY**

**RÉPONSE à un PROJET de RECONSTITUTION ÉLARGIE du RÉSEAU
d'ALSACE et de LORRAINE**

VOEU adopté par la Chambre de Commerce
au cours de sa séance du 8 Janvier 1946.-

La Chambre de Commerce de NANCY,

Considérant les graves inconvénients qui résulteraient de la constitution d'un nouveau réseau d'Alsace Lorraine, comportant une direction à STRASBOURG, dont l'action s'exercerait sur les 5 départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Moselle, des Vosges et de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que cette organisation irait à l'encontre de la réintégration totale et sans réserve des départements désannexés dans l'ensemble de la nation et risquerait d'entraîner un particularisme fâcheux,

Considérant que les affinités économiques et les relations commerciales orientent les centres producteurs de notre région vers l'Ouest de la France beaucoup plus que vers STRASBOURG, ville frontrière, et que, par ailleurs, la création d'une telle direction ferroviaire ne saurait apporter aucune commodité pour notre département, bien au contraire,

Considérant que l'organisation administrative actuelle de la S.N.C.F. nous donne toute satisfaction, compte tenu des difficultés nées de la guerre,

ÉMET LE VOEU :

Que le projet d'une direction régionale de la S.N.C.F. à créer à STRASBOURG pour les 5 départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Vosges et Meurthe-et-Moselle, soit abandonné dans l'intérêt même de ces 5 départements, pour le plus grand bien de l'économie française et de l'unité nationale.-
